

Violations des droits de l'homme en Haïti, en Algérie et à Cuba

- Haïti doit mettre un terme à la répression violente des manifestants
- L'Algérie doit cesser de harceler et d'intimider les minorités religieuses et la société civile
- Cuba doit libérer José Daniel Ferrer immédiatement

Jeudi, le Parlement européen a adopté trois résolutions relatives à la situation des droits de l'homme en Haïti, en Algérie et à Cuba.

Haïti

Le Parlement européen condamne fermement la répression brutale, par les autorités haïtiennes, des récentes manifestations pacifiques ainsi que le recours à la force létale, aux détentions arbitraires, au harcèlement et aux violences sexuelles. Depuis plus d'un an, la population manifeste dans la rue pour protester contre la hausse des prix du carburant, l'inflation galopante et ce qu'elle perçoit comme une corruption systémique au sein du gouvernement. Les forces de sécurité ont riposté avec des gaz lacrymogènes et des tirs à balles réelles, qui ont coûté la vie à 41 personnes en février et à 42 autres entre le 15 septembre et le 1er novembre (dont 19 tués directement par les forces de l'ordre).

Les députés soulignent que, pour prévenir toute aggravation de l'instabilité et de la souffrance de la population, toutes les parties concernées devraient mettre un terme à la violence et s'engager dans un dialogue franc, ouvert et inclusif.

Le texte a été adopté à main levée. [Cliquez ici](#) pour lire la résolution dans son ensemble.

Algérie

Les députés sont très inquiets de la situation des droits de l'homme et des libertés fondamentales en Algérie. Ils condamnent fermement les arrestations arbitraires et illégales ainsi que l'emprisonnement, les attaques et les intimidations de journalistes, syndicalistes, avocats, étudiants, défenseurs des droits de l'homme et de manifestants pacifiques qui prennent part aux manifestations d'Hirak.

Ils appellent également à cesser les violations des libertés de culte des Chrétiens, des Ahmadis et d'autres minorités religieuses, et à mettre un terme au harcèlement judiciaire et législatif, à la criminalisation, aux arrestations arbitraires et aux emprisonnements organisés par les autorités algériennes.

Le texte a été adopté à main levée. [Cliquez ici](#) pour lire la résolution dans son ensemble.

Cuba et le cas de José Daniel Ferrer

Le Parlement européen condamne la détention arbitraire depuis le 1er octobre de José Daniel Ferrer, leader d'opposition à la tête du groupement d'organisations dissidentes "Union patriotique de Cuba". Les députés appellent les autorités cubaines à le libérer immédiatement. Ils dénoncent par ailleurs la torture et les mauvais traitements dont aurait souffert M. Ferrer.

La résolution réitère l'inquiétude des députés concernant la situation globale des droits de l'homme dans le pays, notamment la persécution, le harcèlement et les attaques dont sont continuellement victimes les dissidents pacifiques, les journalistes indépendants, les défenseurs des droits de l'homme et l'opposition politique à Cuba, et appelle à mettre un terme à toutes ces actions. Les députés rappellent enfin que l'actuel "accord de dialogue et de coopération politique" entre l'UE et Cuba inclut une disposition permettant de suspendre l'accord en cas de violation des droits de l'homme. Ils exhortent donc l'UE à suivre de près l'évolution de la situation dans le pays.

Le texte a été adopté par 382 voix pour, 243 contre et 42 abstentions. [Cliquez ici](#) pour lire la résolution dans son ensemble.

En savoir plus

[Produits multimédias](#)

Contacts

Viktor ALMQVIST

Attaché de presse

☎ (+32) 2 28 31834 (BXL)

☎ (+33) 3 881 72420 (STR)

📱 (+32) 470 88 29 42

🐦 [@EP_HumanRights](#)

✉ viktor.almqvist@europarl.europa.eu
